RAPPORT D'ACTIVITÉ
CAP LIBERTÉ de CONSCIENCE 2022

NGO with ECOSOC consultative status at the United Nations
Registration on EU Transparency Register 628479527756-78
Civil society platform of Fundamental Rights created by the EU FRA
CSEP Network members
French non-benefit association register : W751082307
Member : European Federation for Freedom Of Belief – FOB
Member : European Network Of Religion and Belief – ENORB
Member : Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Relationship with the United Nations – ConGo
Advisory Board : International Council for Diplomacy and Dialogue
DAFOH Partners in Combating and Preventing Forced Organ Harvesting

Qu’est-ce que la « Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience »

• c’est la promotion et la défense des principes universels de liberté de conscience, de religion et de conviction, tels que définis et garantis par les différents textes juridiques nationaux, européens et internationaux régissant ces principes, quelle que soit la catégorie de personnes auxquelles ces principes s’appliquent et quelles que soient leurs convictions ;

• c’est la promotion et la défense de la liberté de conscience, de religion et de conviction

• c’est la lutte contre toute forme de racisme, ou toute discrimination fondée sur l’appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion ; la lutte contre la xénophobie et l’antisémitisme.

• c’est de proposer des réformes législatives, des mesures administratives ou toute autre action publique en faveur des droits de l’homme, tant au niveau des États que des institutions européennes, aux fins d’assurer l’égalité des citoyens européens sur l’ensemble du territoire de l’Europe et de lutter contre les discriminations, notamment à l’égard de mouvements religieux et de courants de pensées dont les libertés de conscience, de religion et/ou de conviction sont menacées ou insuffisamment garanties ;

• c’est d’agir afin d’améliorer la tolérance entre les croyants des différentes religions, entre croyants et athées, en faveur de la paix, de la non-violence, du dialogue des cultures et de la rencontre entre les religions.

CAP
Pour la Liberté de Conscience
ONG avec statut consultatif spécial auprès de l'ONU

Durant cette année 2022 CAP Liberté de Conscience a continué de dénoncer les violations de la liberté de religion auprès des instances européennes et internationales.

CAP LC est intervenu aux trois sessions du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, aux sessions du Comité des Droits de l'Homme et aux sessions de l'Examen Périodique Universel de l'Indonésie, du Japon, du Pakistan, du Royaume-Uni et de la France.

Au cours des sessions aux Nations Unies, CAP LC a organisé des conférences pour défendre les minorités religieuses.

L'équipe de CAP LC a été invité à participer à différentes conférences internationales et est aussi intervenu auprès des instances européennes sur le sujet de la liberté de religion ou de croyance.

CAP LC est intervenu en France et en Europe pour dénoncer le traitement des minorités religieuses par le gouvernement français. CAP LC a réalisé plusieurs dossiers qui ont été envoyés aux autorités françaises pour les alerter du danger que représente leur politique au niveau international.

CAP LC a également été contacté par de nombreux groupes en France qui sont victimes des autorités françaises et des associations anti-religieuses financées par le gouvernement.

La notoriété de CAP LC s'étend de plus en plus et la tendance de l'année 2021 s'est confirmée, CAP LC est contacté pour organiser ou présenter des dossiers sur les violations des droits de l'Homme partout dans le monde. CAP LC a été aussi contacté pour prendre part à une coalition et participer à un projet de paix dans la région du Haut-Karabagh.

CAP LC a pu participer à la conférence de l'OSCE à Varsovie. Depuis 2019, la conférence avait été annulée à cause de la crise sanitaire. Cette année, c'est l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui était au cœur des débats de la conférence rebaptisée pour l'occasion OSCE 2022 Poland.

Au cours de cette conférence, CAP LC a apporté sa contribution pour la liberté de religion et de croyance. CAP LC a plus particulièrement dénoncé le rôle ambigu de la France avec la Russie au sujet de la liberté de religion.

En plus de ses activités CAP LC a assisté à de nombreuses conférences sur la Liberté de Religion, ce qui a permis à l'association d'agrandir et de renforcer son réseau.

CAP LC diffuse une lettre d'information en français et en anglais à plus de 4 000 abonnés sur le sujet des droits de l'Homme et de la Liberté de religion.

L'équipe de CAP LC remercie toutes les personnes qui par leurs dons ou leurs participations font vivre l'association et permettent à l'équipe de CAP LC de continuer de mener les buts de l'association avec succès.

Le président

Thierry Valle

CAP Liberté de Conscience a contribué aux trois sessions annuelles du Conseil des Droits de l'Homme pour la défense de la Liberté de Religion et de Croyance et pour les droits de l'Homme.

Le Conseil des Droits de l'Homme (CDH) est un organe intergouvernemental du système des Nations Unies chargé de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde et de traiter les situations de violation des droits de l'homme et de formuler des recommandations à leur sujet. Il est en mesure d'examiner toutes les questions et situations en lien avec les droits de l'homme qui nécessitent son attention, et ce tout au long de l'année. Il se réunit à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG).

Human Rights Council 51st session 12th September – 07 October

Droit de l'Homme et Démocratie au Bénin

Lors de la 51ème session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, composé de 47 Etats membres, au sein duquel le Bénin occupe un siège jusqu'en 2024.
Nous avons exprimé notre profonde inquiétude quant au recul continu de la démocratie et des droits de l'homme au Bénin depuis l'arrivée au pouvoir du président Patrice Talon en 2016.

Source :

HRC 51st Session Oral Statement: Heavy prison sentences for political opponents Reckya Madougou and Joël Aivo in Benin
https://freedomofconscience.eu/hrc-51st-session-oral-statement-heavy-prison-sentences-for-political-opponents-reckya-madougou-and-joel-aivo-in-benin/

29/09/2022 HRWF: Benin under the spotlight at the UN Human Rights Council
https://www.prnewswire.co.uk/news-releases/hrwf-benin-under-the-spotlight-at-the-un-human-rights-council-301636520.html

27/09/2022 HRWF:BENIN: Le Bénin sur le banc des accusés au Conseil des droits de l'homme de l'ONU
https://hrwf.eu/benin-le-benin-sur-le-banc-des-accuses-au-conseil-des-droits-de-lhomme-de-lonu/

Violation des Droits de l'Homme en Ethiopie

CAP Liberté de Conscience continue sa campagne pour alerter le Conseil des Droits de l'Homme et le comité des experts des Droits de l'Homme sur l'Ethiopie.
Cette fois-ci la coalition d'ONG menée aux Nations Unies par CAP Liberté de Conscience a dénoncé le massacre des villages par l'armée et le sort dramatique des Amhara obligés de fuir leur pays.

Source : Oral statement at the UN 51 Human Rights Council Session Massacres of and attacks against Amharas
https://freedomofconscience.eu/oral-statement-at-the-un-51-human-rights-council-session-massacres-of-and-attacks-against-amharas/

Source :

HRC 51st Session: About the 18 June 2022 mass massacres of Amharas at Gimbi (Western part of Ethiopia)
https://freedomofconscience.eu/hrc-51st-session-about-the-18-june-2022-mass-massacres-of-amharas-at-gimbi-western-part-of-ethiopia/

Le droit des femmes : le cas de Salma Al-Shehab

CAP Liberté de Conscience (Paris) et Droits de l'Homme Sans Frontières (Bruxelles) se sont vivement inquiétés de la condamnation d'une doctorante saoudienne à 34 ans de prison et de la dégradation des droits des femmes en Arabie Saoudite.
En effet, à la mi-août 2022, Salma al-Shehab, une doctorante saoudienne de 34 ans de l'université de Leeds, a été condamnée à une lourde peine en vertu des lois antiterroristes et sur la cybercriminalité du royaume : 34 ans de prison et une interdiction de voyager pendant 34 ans après sa libération pour avoir suivi et retweeté des messages de militantes saoudiennes des droits des femmes, dont Loujain al-Hathloul classée troisième dans le «Top 100 des femmes arabes les plus puissantes 2015» et lauréate du prix Vaclav Havel des droits de l'Homme en 2020.
Les plus grandes ONG ont dénoncé le traitement de Salma Al-Shehab en Arabie Saoudite.
Source :
HRC 51st Session: The Case of Salma Al-Shehab Sentenced to 34 Years in Prison and Women's Rights In Saudi Arabia
https://freedomofconscience.eu/hrc-51st-session-the-case-of-salma-al-shehab-sentenced-to-34-years-in-prison-and-womens-rights-in-saudi-arabia/

CAP Liberté de Conscience et la Liberté de Religion au Conseil des Droits de l'Homme.

FRANCE
La première vocation de CAP Liberté de Conscience est de défendre les minorités religieuses et de dénoncer les violations de la liberté de religion ou de croyance.
Depuis sa création CAP Liberté de Conscience a dénoncé la politique de discrimination et de stigmatisation de la France.
CAP LC a alerté le Conseil des Droits de l'Homme sur le cas de M. Cyrille Adam qui est en détention provisoire depuis des mois dans des conditions de détention qui ont été maintes fois condamnées par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.
Source :
Oral statement at the UN Human Rights Council 51st Session Arbitrary Detention the case of Cyrille Adam
https://freedomofconscience.eu/oral-statement-at-the-un-human-rights-council-51st-session-arbitrary-detention-the-case-of-cyrille-adam/

ALLEMAGNE
L'Allemagne est aussi au centre des préoccupations de CAP Liberté de Conscience. En effet, c'est le seul pays européen qui a mis en place une pratique d'un autre âge et qui replace l'Allemagne dans ses heures les plus sombres.
Les membres de la communauté scientologues sont interdits d'exercer certaines professions. Les demandeurs d'emplois doivent signer un document de non appartenance à la Scientologie.
Source :
HRC 51st Session: Germany, Propaganda, Fake News, and Discrimination of a Peaceful Religious Minority
https://freedomofconscience.eu/hrc-51st-session-germany-propaganda-fake-news-and-discrimination-of-a-peaceful-religious-minority/

COREE DU SUD
Pendant la pandémie Covid 19 le gouvernement de la république de Corée s'en était pris violement au Shincheonji. CAP Liberté de Conscience avait dénoncé l'attitude des autorités coréennes contre ce mouvement. Les Shincheonji avaient été réhabilités des accusations d'avoir propagé la Covid 19 après la fin de la pandémie. Malgré cela, le gouvernement coréen a continué de harceler les Shincheonji.
CAP Liberté de Conscience, après avoir été alerté que les persécutions et les fausses allégations continuaient en Corée contre les Shincheonji, a fait une déclaration à l'ONU.

Source :
HRC 51st Session: The Republic of Korea: The Jeongeup Murder Case and the Continued Persecution of Shincheonji
https://freedomofconscience.eu/the-republic-of-korea-the-jeongeup-murder-case-and-the-continued-persecution-of-shincheonji/

TAIWAN
CAP LC a continué sa campagne pour la réhabilitation des Tai Ji Men à Taïwan. Même si Taïwan n'est plus membre de l'ONU, le gouvernement taïwanais a signé les conventions internationales de l'ONU et est tenu de les respecter.
Source :
HRC 51st Session: Persecution of Religious Minorities Through Tax Harassment and Seizure of Property, and Reactions by International Scholars
https://freedomofconscience.eu/hrc-51st-session-persecution-of-religious-minorities-through-tax-harassment-and-seizure-of-property-and-reactions-by-international-scholars/

ARABIE SAOUDITE / Le droit des Femmes
CAP LC a été alerté sur la situation de Salma al-Shehab en Arabie Saoudite. Cette femme risque 34 ans de prison pour avoir critiqué la dictature saoudienne.
CAP LC et HRWF se sont associés pour faire une déclaration à l'ONU pour sa libération.
Source :
22/08/2022 HRWF: HRC 51 SAUDI ARABIA: Salma al-Shehab sentenced to 34 years in prison
https://hrwf.eu/saudi-arabia-the-case-of-salma-al-shehab-sentenced-to-34-years-in-prison-to-be-raised-at-the-un/

ARMENIE / JUSTICE TRANSITIONNELLE
Le président de CAP Liberté de Conscience a été invité par une coalition d'ONG à une conférence sur la justice transitionnelle et son application dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.
Source :
Side Event at the 51st Session of the UN Human Rights Council in Geneva under the "Recognize to reconcile" initiative – 6th October 2022
https://freedomofconscience.eu/side-event-at-the-51st-session-of-the-un-human-rights-council-in-geneva-under-the-recognize-to-reconcile-initiative-6th-october-2022/
Discours du président de CAP Liberté de Conscience à la conférence :
«Recognize to Reconcile» Coalition At the 51th session of the UN Human Rights Council
https://freedomofconscience.eu/recognize-to-reconcile-coalition-at-the-51th-session-of-the-un-human-rights-council/

CAP LC s'est joint à des déclarations écrites de ISHR
Source :
20/02/2020 HRC43 update ISHR| Support consensus renewal of the UN Special Rapporteur on Human Rights Defenders
https://ishr.ch/latest-updates/hrc43-support-consensus-renewal-un-special-rapporteur-human-rights-defenders/
12/09/2022 ISHR The need to address challenges to civil society participation in light of restrictions, including due to the Strategic Heritage Plan (SHP)
https://freedomofconscience.eu/the-need-to-address-challenges-to-civil-society-participation-in-light-of-restrictions-including-due-to-the-strategic-heritage-plan-shp/

Human Rights Council 50th session 13th June – 8th July 2022

La situation au Yémen

CAP LC a été invité à deux conférence sur la situation au Yémen. Les deux conférences ont été l'occasion pour la CAP LC de présenter la situation dramatique du Yémen et les initiatives de paix de l'ONU dans cette région. Le Yémen est l'une des crises humanitaires les plus dramatiques de ces dernières années. En effet, en plus des effets désastreux de la guerre sur la population c'est une catastrophe écologique majeure qui pèse sur le pays.

Source :
HRC 50: Side event Human Rights In Yemen
https://freedomofconscience.eu/side-event-human-rights-in-yemen/
HRC 50: Side-event: Violations of Houthis militias against children in Yemen
https://freedomofconscience.eu/side-event-violations-of-houthis-militias-against-children-in-yemen/

Le cas des Tai Ji Men

CAP Liberté de Conscience est depuis des années maintenant le porte-parole d'une coalition d'experts internationaux aux Nations Unies.
CAP LC a déposé une déclaration écrite pour cette session du Conseil des droits pour mettre en avant les conventions internationales que Taïwan a signées et que les autorités taïwanaises devraient mettre en application dans le cas des Tai Ji Men.

Source :
HRC 50: The Two Human Rights Covenants and Freedom of Religion or Belief
https://freedomofconscience.eu/hrc-50-the-two-human-rights-covenants-and-freedom-of-religion-or-belief/
16/06/2022: Bitter Winter: HRC 50 Tai Ji Men: Taiwan's Problems with the "Two Covenants" Discussed at the U.N. Human Rights Council
https://bitterwinter.org/tai-ji-men-taiwans-two-covenants-at-un/

09/22/2022 HRC 50 Bitter Winter The Tai Ji Men Case at the UN Human Rights Council—Again
https://bitterwinter.org/tai-ji-men-case-at-the-un-human-rights-council/
09/08/2022 HRC 50 Bitter Winter The Elephant in the Room: Taiwan and Corruption, An Incomplete Review
https://bitterwinter.org/taiwan-and-corruption-an-incomplete-review/

Le conflit en Ethiopie et les Amharas :
La cause du peuple Amhara est au centre des préoccupations de CAP LC. A chaque Conseil des Droits de l'Homme, CAP LC fait des déclarations orales et écrites pour alerter le Conseil et les représentants de la commission d'experts des droits de l'Homme pour l'Ethiopie.
Les déclarations de CAP LC à cette session :
Source :
HRC 50: Incidents targeting the Amhara community
https://freedomofconscience.eu/hrc-50-incidents-targeting-the-amhara-community/
HRC 50: Item 4 Interactive dialogue on the oral briefing of the International Commission of Human Rights Experts on Ethiopia
https://freedomofconscience.eu/hrc-50-item-4-interactive-dialogue-on-the-oral-briefing-of-the-international-commission-of-human-rights-experts-on-ethiopia/
30/06/2022 UN Web TV: ID: Commission of Human Rights Experts on Ethiopia – 28th Meeting, 50th Regular Session of Human Rights Council
https://media.un.org/en/asset/k1b/k1bygz64wu

La liberté de religion menacée dans la Fédération de Russie.
Depuis des années, CAP LC dénonce les violations de la liberté de religion dans la Fédération de Russie.
La situation depuis l'invasion de l'Ukraine est plus que dramatique et les appels à la haine du Patriarche Kirill alimentent la propagande du régime de Poutine.
Nous avons demandé officiellement que le Conseil des Droits de l'Homme collabore avec la Cour Internationale de Justice pour poursuivre et condamner le Patriarche Kirill pour crime contre l'Humanité.
Source :
HRC 50 Oral statement at the UN for prosecution of Patriarch Kirill
https://freedomofconscience.eu/hrc-50-oral-statement-at-the-un-for-prosecution-of-patriarch-kirill/

Déclaration jointe
CAP LC a co-signé une déclaration au Conseil des Droits de l'Homme pour demander la libération de Vladimir Kara-Murza
Source :
HRC 50 : Civil Society Appeal for Release of Russian Political Prisoner Vladimir Kara-Murza
https://freedomofconscience.eu/hrc-50-civil-society-appeal-for-release-of-russian-political-prisoner-vladimir-kara-murza/

49ème session du Conseil des Droits de l'Homme 28 février au 01 avril 2022

Dès la 49ème session qui s'est déroulée du 28 février au 01 avril 2022, CAP Liberté de Conscience a été contacté pour intervenir pour des cas de discrimination relevant des droits de l'Homme de la liberté de Religion ou de Croyance.

Les Droits de l'Homme
Le cas du Balochistan
CAP Liberté de Conscience a pris la tête d'une coalition pour dénoncer les violations des droits de l'Homme que subissent les Baloutches au Pakistan.
Le Baloutchistan est une région qui s'étend de Karachi au Pakistan jusqu'au détroit d'Hormuz en Iran, en passant par l'Afghanistan. Avec une superficie d'environ 700 000 km², elle abrite une ancienne civilisation.
Zoroastriens d'hier et sunnites hanafites d'aujourd'hui, les Baloutches vivent aux côtés de populations chiites habitant des villes comme Bazmân et Dalgân (à proximité d'Iranshahr). La majorité d'entre eux se sont établis dans les régions frontalières d'Iran, d'Afghanistan et du Pakistan.
Lors de cette 49ème session, CAP Liberté de Conscience a renouvelé son appel au Conseil des Droits de l'Homme pour faire pression sur le gouvernement pakistanais pour que cessent les atrocités qui subissent les Baloutches. Une déclaration écrite a été adressée au Conseil des Droits de l'Homme et la vice-présidente de CAP LC, Mme Christine Mirre, a fait deux déclarations orales sur la situation des droits de l'Homme et l'exploitation par le Pakistan du Baloutchistan.
Le site web d'information Balochistan Affairs a publié un article sur l'intervention de CAP Liberté de Conscience à l'ONU lors de cette 49ème session.
Source :
HRC 49 oral statement: Item 4 situation in Balochistan
https://freedomofconscience.eu/hrc-49th-session-general-debate-on-item-4-situation-in-balochistan/
HRC 49 oral statement: Item 3 Human Rights Situation in Balochistan
https://freedomofconscience.eu/hrc-49th-session-general-debate-on-item-3-human-rights-situation-in-balochistan/
HRC 49 written statement: BHRC calls for international intervention in Balochistan
https://freedomofconscience.eu/bhrc-calls-for-international-intervention-in-balochistan/
Balochistan Affairs HRC 49: BHRC calls for international intervention in Balochistan
https://balochistanaffairs.com/2022/02/bhrc-calls-for-international-intervention-in-balochistan/

Le cas de Georgii Rossi

Les avocats de M. Georgii Rossi ont demandé à CAP Liberté de Conscience et à Human Rights Without Frontiers d'alerter la communauté internationale au sujet de M. Georgii Rossi.

Nous avons alerté le Conseil des Droits de l'Homme sur la situation de ce citoyen ukrainien emprisonné au Monténégro et dont la Fédération de Russie demande l'extradition.

L'enquête menée au Monténégro par Human Rights Without Frontiers avec l'aide des avocats de M. Rossi ont montré que les éléments à charge contre M. Rossi avaient été fabriqués.
Lors de la session, nous avons demandé au Monténégro de ne pas extrader Rossi qui prétend être victime d'accusations fabriquées en Russie où il a été victime de persécution politique.

A la suite de nos interventions et de la campagne de presse, le Monténégro a libéré M. Rossi.

Source :

HRC 49 oral statement: Montenegro: Double standards in Georgii Rossi's extradition case
https://freedomofconscience.eu/hrc-49th-session-general-debate-on-item-5-montenegro-double-standards-in-georgii-rossis-extradition-case/
HRC 49 written statement: Montenegro double standards in extradition cases: Georgii Rossi's case
https://freedomofconscience.eu/hrc-49-montenegro-double-standards-in-extradition-cases-georgii-rossis-case/
HRC 49 RTCG: Double standards of Montenegro in cases of extradition
https://rtcg.me/vijesti/crna_hronika/354445/dvostruki-standardi-cg-u-slucajevima-ekstradicije.html
HRC 49 Press.co: EKSKLUZIVNO: U Ujedinjenim nacijama duboko zabrinuti: Mafijaška šema u Crnoj Gori u sistemu ekstradicije
https://press.co.me/ekskluzivno-u-ujedinjenim-nacijama-duboko-zabrinuti-mafijaska-sema-u-crnoj-gori-u-sistemu-ekstradicije/

La situation des Femmes en Afghanistan

CAP Liberté de Conscience a exprimé sa préoccupation de la situation des droits de l'Homme en Afghanistan après l'arrivée au pouvoir des Talibans.
CAP Liberté de Conscience a déposé une déclaration écrite auprès de Conseil des Droits pour exposer le témoignage de Mme Zarifa Ghafari, une femme maire de Maidan Sharh, dans la province de Wardak élue avant la prise de pouvoir des Talibans, et partager avec le Conseil des Droits de l'Homme les recommandations de Mme Zarifa Ghafari.

Source :

HRC 49 written statement: A call to the United Nations High Commissioner for Human Rights about the human rights situation in Afghanistan
https://freedomofconscience.eu/a-call-to-the-united-nations-high-commissioner-for-human-rights-about-the-human-rights-situation-in-afghanistan/

Le Cas des Amharas en Ethiopie

Les Amharas sont des habitants de l'Éthiopie, qui vivent en particulier dans la région Amhara de l'Éthiopie et parlent amharique. Avec près de 20 millions de personnes et plus de 20 % de la population éthiopienne, ils constituaient le second groupe ethnolinguistique du pays.
La religion prédominante de l'Amhara pendant des siècles a été le christianisme, l'Église orthodoxe éthiopienne Tewahedo jouant un rôle central dans la culture du pays.
CAP LC a pris depuis 2021 la tête d'une coalition d'ONG pour dénoncer le massacre des Amharas en Ethiopie.
Le Conseil des Droits de l'Homme a nommé une commission d'experts des Droits de l'Homme pour remettre un rapport sur la situation en Ethiopie.
CAP LC a fait des déclarations écrites et orales pour la commission d'experts. Les représentants de CAP LC

et de la coalition ont rencontré les experts de la commission qui ont pris en compte les recommandations de CAP LC sur la situation des Amharas.

Source :
HRC 49 oral statement: ETHIOPIA: Massacres of Amhara civilians in war and non-war zones
https://freedomofconscience.eu/ethiopia-massacres-of-amhara-civilians-in-war-and-non-war-zones/
08/03/2022 Human Rights Council: D: HC Update on Tigray (Ethiopia) (Cont'd) – 15th meeting, 49th Regular Session of Human Rights Council CAP LC 53'57"
https://media.un.org/en/asset/k1h/k1hfq8ewuz
08/03/2022 OHCHR website: Human Rights Council Marks International Women's Day and Concludes Interactive Dialogue with the High Commissioner on the Situation of Human Rights in the Tigray Region of Ethiopia
https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=28230&LangID=E

Liberté de Religion
Le Cas des Tai Ji Men
Le Tai Ji Men est une menpai (école) de qigong, d'arts martiaux et de culture de soi. Le Dr Hong Tao-Tze, le grand maître (Zhang-men-ren) du Tai Ji Men, a hérité de la sagesse du taoïsme ésotérique et a étudié le qigong, les arts martiaux, la médecine, la philosophie du yin-yang, la sagesse de la vie et le "kungfu du cœur".
Depuis plusieurs années CAP LC est la voix des Tai Ji Men à l'ONU. C'est une coalition internationale qui soutient les Tai Ji Men pour que leurs droits soient reconnus à Taïwan.
Source :
HRC 49 written statement: Corruption in the Tai Ji Men Case Denounced at the United Nations
https://freedomofconscience.eu/corruption-in-the-tai-ji-men-case-denounced-at-the-united-nations/
16/02/2022 Bitter Winter HRC 49: Corruption in the Tai Ji Men Case Denounced at the United Nations
https://bitterwinter.org/the-tai-ji-men-case-at-the-united-nations/

Le cas des Falun Gong et les transplantations d'organes forcés.
Depuis le début des persécutions contre les membres du Falun Gong en Chine, CAP LC a pris position pour dénoncer en France et à la communauté internationale le crime contre l'humanité que représente les prélèvements d'organes forcés sur les prisonniers membres du Falun Gong.
Au cours de cette session du Conseil des Droits de l'Homme, CAP LC a organisé une conférence internationale de deux jours sur les atrocités commises contre les membres du Falun Gong.
Durant ces deux jours, des experts du monde entier ont dénoncé la politique de la Chine et à la fin de cette conférence une charte internationale contre les prélèvements d'organes forcés a été signée par les participants.
Source :
HRC 49 side-event: Escalation of Human Rights Violations in the 21st century: Finding solutions to help combat crimes against humanity
https://freedomofconscience.eu/escalation-of-human-rights-violations-in-the-21st-century-finding-solutions-to-help-combat-crimes-against-humanity/
HRC 49 side-event: Escalation of Human Rights Violations in the 21st century : State-sponsored Forced Organ Harvesting of Living People
https://freedomofconscience.eu/escalation-of-human-rights-violations-in-the-21st-century-state-sponsored-forced-organ-harvesting-of-living-people/
23/03/2022 NTDTV: Panel on 'Finding Solutions to Help Combat Crimes Against Humanity'
https://www.ntd.com/live-panel-on-finding-solutions-to-help-combat-crimes-against-humanity_755557.html
22/03/2022 NTD TV: Panel on 'State-Sponsored Forced Organ Harvesting of Living People'
https://www.ntd.com/programming-alert-the-escalation-of-human-rights-violations-in-the-21st-century_754928.html
19/03/2022 DAFOH: Side Event to the 49th Session of the UN Human Rights Council Presentations
https://dafoh.org/side-event-to-the-49th-session-of-the-un-human-rights-council-presentations/

La peine de mort pour le blasphème et l'apostasie

Aujourd'hui, 13 pays ont encore dans leur législation des lois qui punissent le blasphème et l'apostasie.
CAP LC dénonce depuis des années le Pakistan pour sa politique de haine vis-à-vis de la communauté Ahmadiyya.
CAP LC s'est associé à Jubile Campaign pour coorganiser un side-event sur le sujet de la peine de mort pour blasphème et apostasie.

Source :

HRC 49 side-even : Protecting Life: Repealing the Death Penalty for Apostasy and Blasphemy
https://freedomofconscience.eu/protecting-life-repealing-the-death-penalty-for-apostasy-and-blasphemy/

Déclarations jointes

CAP LC a été sollicité par de nombreuses organisations internationales pour se joindre à des déclarations auprès des Nations Unies.
CAP LC s'est associé à une déclaration pour que la Russie soit suspendue du Conseil des Droits de l'Homme suite à l'invasion de l'Ukraine.

Source :

HRC 49 join written statement :Russia: UN General Assembly should suspend Russia's membership of UN Human Rights Council
https://freedomofconscience.eu/russia-un-general-assembly-should-suspend-russias-membership-of-un-human-rights-council/
08/03/2022 ISHR: Russia: UN General Assembly should suspend Russia's membership of UN Human Rights Council
https://ishr.ch/latest-updates/russian-federation-un-general-assembly-should-suspend-russias-membership-of-un-human-rights-council/
HRC 49 join written statement: Russia: UN General Assembly should suspend Russia's membership of UN Human Rights Council
https://freedomofconscience.eu/russia-un-general-assembly-should-suspend-russias-membership-of-un-human-rights-council/
HRC 49 ISHR: Russia: UN General Assembly should suspend Russia's membership of UN Human Rights Council
https://ishr.ch/latest-updates/russian-federation-un-general-assembly-should-suspend-russias-membership-of-un-human-rights-council/

CAP LC s'est associé à une déclaration écrite pour dénoncer le génocide Tamoul. C'est une des plus importantes coalitions d'ONG accréditées ECOSOC.
HRC 49 join written statement: Coalition of 220 ECOSOC Accredited NGOs Call for New United Nations Human Rights Council Resolution to Protect Tamils from Genocide, to name a Special Rapporteur for North East of Sri Lanka and to Recognize Tamils Rights to self-determination
https://freedomofconscience.eu/coalition-of-220-ecosoc-accredited-ngos-call-for-new-united-nations-human-rights-council-resolution-to-protect-tamils-from-genocide-to-name-a-special-rapporteur-for-north-east-of-sri-lanka-and-to-rec/

Rapport sur la protection des minorités

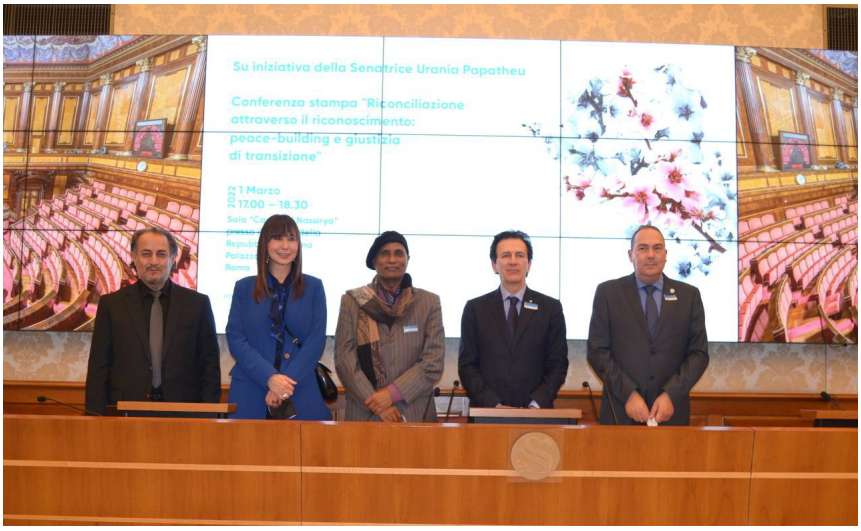
Le 15 mars 2022, le rapporteur sur les minorités, Fernand de Varennes, a rendu son rapport annuel au Conseil des Droits de l'Homme. Le rapporteur mentionne dans son rapport la conférence sur la situation des Ahmadiyya organisée par CAP LC à laquelle il a participé.
A la suite de la conférence, les quatre rapporteurs spéciaux qui avaient participé à la conférence ont publié une déclaration commune en demandant au Pakistan de stopper la persécution des Ahmadiyya.
«*On 13 July 2021, Fernand de Varennes, Special Rapporteur on minority issues, addressed a side-event on the persecution of Ahmadi Muslims Worldwide organized by the International Human Rights Committee and the "Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience", along with colleagues on freedom of religion or belief and on freedom of expression. He pointed out how Ahmadis appear to be increasingly marginalized as minorities in a number of countries, subjected even to severe restrictions on*

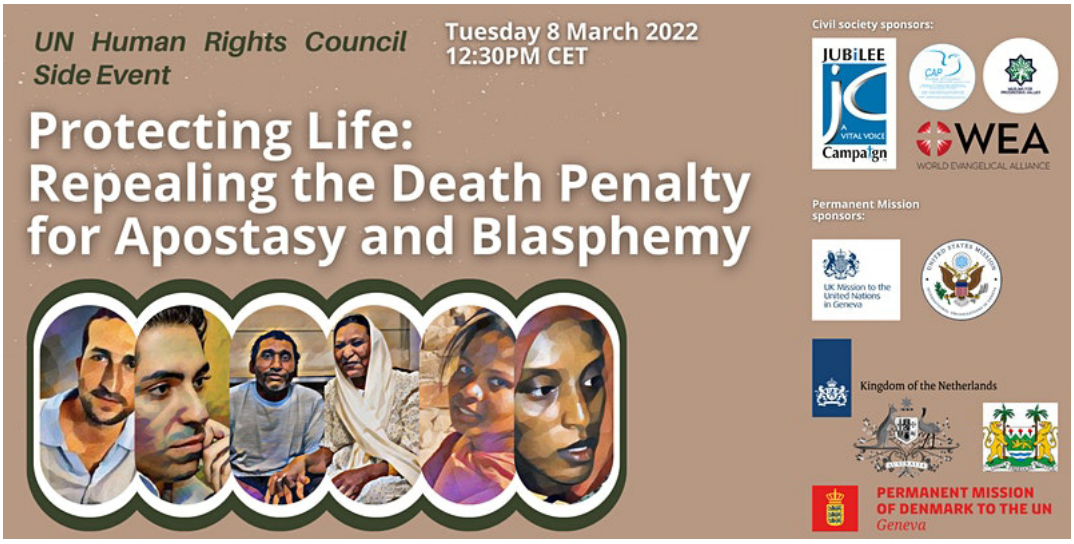
the practice of their religion with other members of their community, and targeted by hate speech in social media."

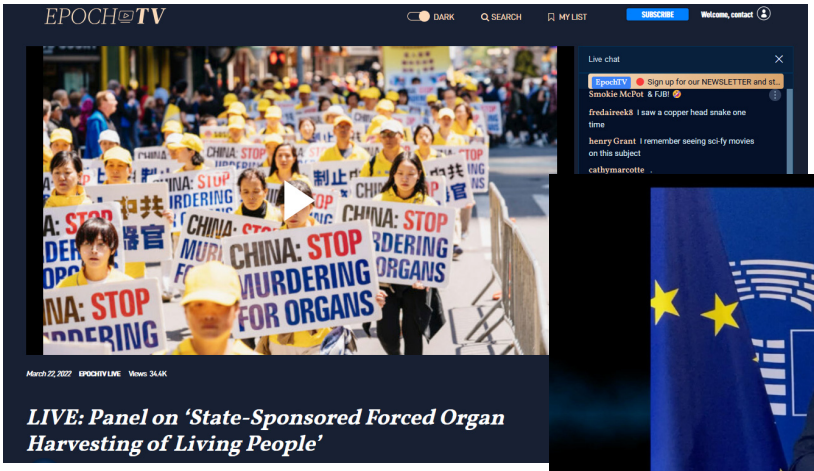
Source :

HRC 49Conflict prevention through the protection of the human rights of minorities

https://freedomofconscience.eu/conflict-prevention-through-the-protection-of-the-human-rights-of-minorities/







Conseil des Droits de l'Homme Groupe de Travail de l'Examen Périodique Universel

L'Examen périodique universel (EPU) est un mécanisme du Conseil des droits de l'Homme unique en son genre. Il incite chaque État membre à procéder tous les 4 ans et demi à une évaluation par les pairs de son bilan en matière de droits de l'homme. L'EPU permet régulièrement à chaque État :

- **de rendre compte des mesures qu'il a prises pour améliorer la situation des droits de l'homme à l'échelle nationale et pour surmonter les obstacles à l'exercice des droits de l'homme ;**
- **de recevoir des recommandations d'autres États membres des Nations Unies s'appuyant sur des contributions de différentes parties prenantes et des rapports de présession en vue d'une amélioration continue.**

Créé en mars 2006 par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'EPU est conçu pour encourager, soutenir et développer la promotion et la protection des droits de l'homme dans chaque pays.

Depuis le premier examen périodique en 2008, chacun des 193 États membres a fait l'objet de trois examens. Le quatrième cycle d'examen a débuté en novembre 2022 à l'occasion de la 41e session du Groupe de travail sur l'EPU.

CAP LC participe aux mécanismes mis en place par le Conseil des Droits de l'Homme. Un des mécanismes les plus importants est l'Examen Périodique Universelle (EPU).

Cette année CAP LC a contribué aux sessions suivantes de l'EPU :

Universal Periodic Review (UPR) the 3rd cycle 2017-2021(2022)

SUBMISSION 43rd session Universal Periodic Review - France

CAP LC a soumis un rapport sur la France. Dans son rapport CAP LC a mis en avant les conséquences de la politique de stigmatisation et de discrimination de la France contre les minorités religieuses et de conviction. Cette politique a des effets sur la justice et les conditions de détention pour ceux qui sont visés par cette politique.
CAP LC a recommandé à la France que les agents de l'état français respectent les traités internationaux sur la liberté de religion et de croyance.
43rd Session Universal Periodic Review Les conditions de détention en France
https://freedomofconscience.eu/43rd-session-universal-periodic-review-les-conditions-de-detention-en-france/

SUBMISSION 42nd session Universal Periodic Review - Pakistan

Le Pakistan fait partie des pires états pour la liberté de religion et les droits de l'Homme en général.
CAP LC a soumis au Groupe de Travail une contribution sur le sort de la communauté Ahmadiyya.
Les Ahmadiyyas sont victimes de la politique discriminatoire du Pakistan et sont les victimes des groupes radicaux sans que l'état n'intervienne.
Source :
42th UPR Session PAKISTAN Jan – Feb 2023 Persecution of Ahmadis in Pakistan
https://freedomofconscience.eu/42th-upr-session-pakistan-jan-feb-2023-persecution-of-ahmadis-in-pakistan/

SUBMISSION 41th session Universal Periodic Review - Indonesia

Le Pakistan persécute depuis des années la communauté des Ahmadiyyas. Ils sont obligés de fuir le Pakistan. Quand ils arrivent dans des pays d'accueil comme l'Indonésie ou la Thaïlande, ils sont souvent mal accueillis victimes de la propagande pakistanaise à leur encontre.
CAP LC et l'organisation internationale IHRC ont soumis des rapports sur l'Indonésie et la Malaisie pour recommander à ces deux pays d'accorder leur visa aux exilés Ahmadiyyas.

Source :
41st Session UPR Working Group Information meeting on the UPR process in Indonesia IHRC
https://freedomofconscience.eu/41st-session-upr-working-group-information-meeting-on-the-upr-process-in-indonesia-ihrc/
41st Session UPR Working Group Information meeting on the UPR process in Indonesia CAP LC
https://freedomofconscience.eu/41st-session-upr-working-group-information-meeting-on-the-upr-process-in-indonesia-cap-lc/
Side Event 41st Session UPR Working Group Information meeting on the UPR process in Indonesia
https://freedomofconscience.eu/side-event-41st-session-upr-working-group-information-meeting-on-the-upr-process-in-indonesia/
23/11/2022 https://wartaahmadiyah.org/ Ketua AMLA Jadi Narasumber di Markas PBB, Sampaikan Laporan Pelanggaran HAM
https://wartaahmadiyah.org/ketua-amla-jadi-narasumber-di-markas-pbb-sampaikan-laporan-pelanggaran-ham.html

SUBMISSION 39th session Universal Periodic Review– Thailand
CAP LC a déposé un rapport sur la situation pour les demandeurs d'asile qui fuient leur pays à cause des persécutions religieuses qu'ils subissent.
Les membres de la communauté Ahmadiyya sont victimes en Thaïlande de la propagande des autorités pakistanaises et se retrouve rejetés de leur demande d'asile et renvoyés vers le Pakistan.
Source :
SUBMISSION 39th session UNIVERSAL PERIODIC REVIEW 2021 – Thailand
https://freedomofconscience.eu/submission-39th-session-universal-periodic-review-2021-thailand/

SUBMISSION 41st Session Universal Periodic Review – United Kingdom
CAP LC et United Sikhs ont fourni des informations concernant la proposition du ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni (" HO ") de créer un pouvoir d'émettre une ordonnance de déchéance de la citoyenneté sans préavis via la clause 9 du projet de loi sur la nationalité et les frontières.
Source :
UNITED KINGDOM SUBMISSION TO THE UN UNIVERSAL PERIODIC REVIEW FOURTH CYCLE, 41ST SESSION (7 – 18 NOVEMBER 2022)
https://freedomofconscience.eu/united-kingdom-submission-to-the-un-universal-periodic-review-fourth-cycle-41st-session-7-18-november-2022/

39th session Universal Periodic Review 1st – 12th November 2021 Hungary
CAP LC s'est joint à une coalition d'ONG pour demander au gouvernement hongrois de cesser les persécutions contre les minorités spirituelles en Hongrie et en particulier contre l'Eglise de Scientologie.
Source :
SUBMISSION 39th session UNIVERSAL PERIODIC REVIEW 2021 Hungary
https://freedomofconscience.eu/submission-39th-session-universal-periodic-review-2021-hungary/

Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies

Human Rights Committee
ICCPR 136th Session of the Human rights Committee 10 October to 4 November 2022

Report on Japan

Le meurtre de l'ancien premier Ministre Abe a choqué le monde entier. Le choc passé, les victimes se sont vues accusées d'être les assassins quand le meurtrier a déclaré que son geste était lié au lien du Premier ministre Abe et de l'Eglise de l'Unification.
Il a aussi déclaré que sa mère aurait été dépossédée de ses biens par l'Eglise de l'Unification.
Ce crime a été exploité par un groupe d'avocats qui luttent depuis des années contre l'Eglise de l'Unification.
Une campagne de presse sans précédent s'est déchaînée contre les membres de l'Eglise de l'Unification à travers tout le Japon et s'est répercutée à travers le monde.
CAP LC s'est proposé dès le début de cette campagne d'aider l'Eglise de l'Unification.
C'est à l'ONU que s'est portée l'action de CAP LC pour dénoncer cette campagne de haine et les dangers qu'elle faisait courir pour la liberté de religion au Japon.

Source :

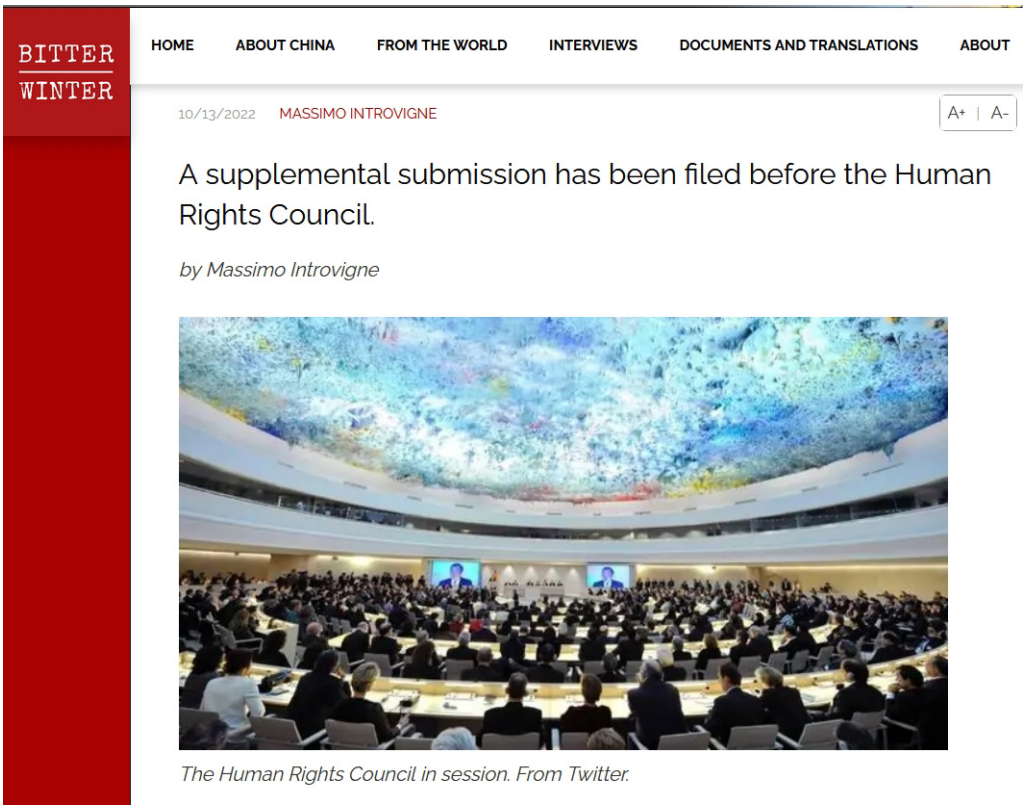
Subject: Intolerance, Discrimination, and Persecution of the Unification Church/Family Federation for World Peace and Unification in Japan
https://freedomofconscience.eu/statement-submitted-136th-session-human-rights-committee-10-oct-2022-04-nov-2022-on-japan/
17/09/2022 Bitter Winter Japan and the Unification Church: The Case Before the UN Human Rights Committee
https://bitterwinter.org/japan-unification-church-human-rights-committee/
13/10/2022 Bitter Winter United Nations: Japan in the Dock for Violating Unification Church's Human Rights
https://bitterwinter.org/united-nations-japan-violating-unification-churchs-human-rights/
05/11/2022 Bitter Winter A new statement has been submitted to the Human Rights Committee, protesting human rights violations after the assassination of Shinzo Abe.
https://bitterwinter.org/unification-church-japan-united-nations/

Report on Ethiopia

CAP LC et Stop Ahmara Genocide ont participé à cette 136ème session du Comité des Droits de l'Homme qui passait en revue l'Ethiopie.
Cela a été l'occasion pour l'équipe de CAP LC de continuer à alerter la communauté internationale sur les crimes qui sont commis contre les chrétiens orthodoxes Ahmara.

Source :

Ethiopia Incidents targeting the Amhara community in 2022
https://freedomofconscience.eu/statement-submitted-136th-session-human-rights-committee-10-oct-2022-04-nov-2022-on-ethiopia-incidents-targeting-the-amhara-community-in-2022/



BITTER WINTER

HOME | ABOUT CHINA | FROM THE WORLD | INTERVIEWS | DOCUMENTS AND TRANSLATIONS | ABOUT

10/13/2022 MASSIMO INTROVIGNE

A+ | A-

A supplemental submission has been filed before the Human Rights Council.

by Massimo Introvigne

The Human Rights Council in session. From Twitter.

OSCE 2022 Human Rights Conference Warsaw

CAP LC est présent à chaque conférence de l'OSCE à Varsovie et à Vienne depuis plus de 10 ans.
Cette année encore, nous avons participé à la conférence pour dénoncer la politique de la France contre les minorités religieuses et de croyance.
Nous avons fait deux déclarations et organisé un side-event sur les dangers de la FECRIS pour la liberté de religion en Europe et ses liens avec la Russie.
Source :
OSCE 2022 Plenary Session II: Fundamental freedoms I FECRIS
https://freedomofconscience.eu/osce-2022-plenary-session-ii-fundamental-freedoms-i-fecris/
OSCE 2022 Plenary Session III: Tolerance and Non-Discrimination I MIVILUDES
https://freedomofconscience.eu/osce-2022-plenary-session-iii-tolerance-and-non-discrimination-i-miviludes/
OSCE 2022 Plenary Session VII Rule of Law II The Case of Cyrille Adam
https://freedomofconscience.eu/osce-2022-plenary-session-vii-rule-of-law-ii-the-case-of-cyrille-adam/
OSCE 2022 side-event The Anti-Cult Ideology and FECRIS: Dangers for Religious Freedom
https://freedomofconscience.eu/osce-2022-side-event-the-anti-cult-ideology-and-fecris-dangers-for-religious-freedom/
04/10/2022 Bitter Winter: FECRIS, Russian Anti-Cultism Denounced at the OSCE
https://bitterwinter.org/fecris-russian-anti-cultism-denounced-at-the-osce/

Activités de CAP LC conférence / colloque et média

Les activités de CAP LC à l'ONU sont relayées dans les médias et d'autres organisations qui soutiennent nos actions.
CAP LC est aussi actif dans les instances européennes pour dénoncer les violations des droits de l'Homme et défendre la Liberté de Religion. CAP LC s'est associé à des organisations européennes telles que ENORB, la Fédération européenne pour la Liberté de Religion et Human Rights Without Frontiers.
Mois après mois les activités européennes et internationales de CAP LC font l'objet de nombreuses publications.

Janvier 2022
Liberté de Religion et de Croyance
Au début du mois de janvier, CAP LC a été invité à intervenir à différentes conférences sur le thème des droits de l'Homme de la Liberté de religion ou de croyance.
CAP LC est intervenu au Forum international sur les droits de l'homme et à la conférence sur l'affaire des Tai Ji Men.
Au cours de cette conférence, le représentant de CAP-LC a rappelé à l'audience comment son organisation a porté à deux reprises l'affaire Tai Ji Men devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, et qu'aujourd'hui l'affaire est bien connue des universitaires, des ONG et des institutions internationales. Pourtant, selon M. Valle, aucun progrès n'a été réalisé à Taïwan pour la résoudre, ce qui donne l'impression que le Bureau national des impôts sape l'État de droit et que le gouvernement n'est pas capable de la contrôler.
Source :
10/01/2022 Side-event: International Forum on Human Rights and the ICCPR & ICESCR in Taiwan
https://www.youtube.com/watch?v=_icoOkXLGWI
11/01/2022 The Tai Ji Men Case and the Rule of Law
https://www.youtube.com/watch?v=09WjOMjXAoE&t=9s
20/01/2022 Bitter Winter: CAP LC On Judicial Day, Remember the Tai Ji Men Case
https://bitterwinter.org/on-judicial-day-remember-the-tai-ji-men-case/
18/01/2022 Bitter Winter: Taiwan's Judicial Day: Scholars Demand Justice for Tai Ji Men
https://bitterwinter.org/taiwans-judicial-day-justice-for-tai-ji-men/
26/01/2022 Union International Associations: On Judicial Day, Remember the Tai Ji Men Case
https://uia.org/other-news/48396

Droits de l'Homme

Avant le début des Jeux Olympiques d'hiver de 2022 à Pékin, CAP LC s'est joint à une coalition de 243 organisations pour dénoncer les atrocités et les violations des droits de l'Homme commises par le gouvernement chinois.

Source :

28/01/2022 OMCT SOS Torture : Les Jeux olympiques de Pékin débuteront sur fond d'atrocités
https://www.omct.org/fr/ressources/declarations/china-beijing-olympics-begin-amid-atrocity-crimes
0102/2022 Human Rights Watch: Beijing Olympics Begin Amid Atrocity Crimes 243 Global Groups Call for Action on Rights Concerns
https://www.hrw.org/news/2022/01/27/beijing-olympics-begin-amid-atrocity-crimes

Initiative internationale «Khojaly : Reconnaître pour réconcilier".

CAP LC a été contacté pour rejoindre une initiative internationale "Khojaly : Reconnaître pour réconcilier". C'est une initiative du Centre international de Budapest pour la prévention du génocide et des atrocités de masse.

Lors de la conférence qui s'est tenu au mois de mars 2022 au Sénat italien sous la direction de la sénatrice italienne Urania Papatheu et la députée Rossana Boldila, EMISCO - Initiative européenne pour la cohésion sociale, la Fédération italienne des droits de l'homme, la Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (France), le directeur adjoint du Musée central de Srebrenica et l'ancien représentant personnel de l'OSCE pour la religion et la géopolitique ont annoncé la formation de la coalition.

Source :

20/03/2022 European Times: Moral is good but double moral is not twice as good
https://europeantimes.news/2022/03/moral-is-good-but-double-moral-is-not-twice-as-good/
11/03/2022 Conference: Peace building through mutual recognition, justice and dialogue is the only way forward
https://europeantimes.news/2022/03/peace-building-through-mutual-recognition-justice-and-dialogue-is-the-only-way-forward/
01/03/2022 Conference Roma: Riconciliazone attraverso il riconoscimento : peace building a giustizia di transizione
https://www.radioradicale.it/scheda/661859/riconciliazione-attraverso-il-riconoscimento-peace-building-e-giustizia-di-transizione
02/03/2022 Conference Roma Notiziegeopilitiche: Azerbaijan. Khojaly: si avvia la Coalizione di Roma dell'iniziativa "Riconoscere per Riconciliare"
https://www.radioradicale.it/scheda/661859/riconciliazione-attraverso-il-riconoscimento-peace-building-e-giustizia-di-transizione

Février 2022

Liberté de Religion et de Croyance en France

CAP LC depuis sa création dénonce la politique de la France vis-à-vis des minorités religieuses qu'elle qualifie de sectes.

La France est le seul pays démocratique à avoir publié une liste des sectes en 1995. Même si les autorités françaises déclarent que cette liste n'a pas de valeur juridique et que le mot secte n'a pas de définition juridique, le fantôme de cette liste réapparaît régulièrement dans les médias ou dans des déclarations des responsables de la Miviludes.

Source :

08/01/2022 Bitter Winter 500 "Cults," 500,000 "Victims" in France? MIVILUDES Admits It Has No Recent Data By Massimo Introvigne Bitter Winter
https://bitterwinter.org/miviludes-admits-it-has-no-recent-data/
08/01/2022 Bitter Winter 500 « sectes », 500 000 « victimes » en France ? La MIVILUDES avoue ne pas disposer de données récentes
https://bitterwinter.org/sectes-miviludes-avoue-ne-pas-disposer-de-donnees-recentes/
13/02/2022 La Libre.be: Appartenez-vous à une secte sans le savoir ?

https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/02/13/appartenez-vous-a-une-secte-sans-le-savoir-VCYG45SIHRHM7PFSST3EB6LCRI/
10/02/2022 theconversation.com: Appartenez-vous à une secte sans le savoir ?
https://theconversation.com/appartenez-vous-a-une-secte-sans-le-savoir-176091
05/01/2022 AIDLR International: France: La MIVILUDES sait qu'elle ment !
https://libertereligieuse.org/france-la-miviludes-sait-quelle-ment/
03/02/2022 Le Feu de ta Présence Info Chrétiennes : La France et ses mensonges : la Miviludes : 500 « sectes », 500 000 « victimes » en France ?
https://lefeudetapresence.com/2022/02/03/la-france-et-ses-mensonges-la-miviludes-500-sectes-500-000-victimes-en-france-la-miviludes-avoue-ne-pas-disposer-de-donnees-recentes/

Mars 2022
CAP LC a rejoint une coalition d'organisations non gouvernementales pour demander aux parlementaires bulgares de s'excuser pour la déportation des juifs de Macédoine durant la seconde guerre mondiale. Le journal européen European Times a écrit un article sur l'action de la coalition.
Source :
12/03/2022 European times News: Nearly 50 Rights Groups Urge Bulgarian PM to Apologize for Macedonian Jewish Deportation
https://europeantimes.news/2022/03/nearly-50-rights-groups-urge-bulgarian-pm-to-apologize-for-macedonian-jewish-deportation/

Avril 2022
CAP LC a organisé une conférence de deux jours à l'ONU pour dénoncer les prélèvements d'organes forcés. Cette conférence a fait l'objet de nombreux médias.
12/04/2022 https://www.nspirement.de/ „Eskalation von Menschenrechtsverletzungen im 21. Jahrhundert: Staatlich geförderte Zwangsentnahme von Organen"
https://nspirement.de/eskalation-von-menschenrechtsverletzungen-im-21-jahrhundert-staatlich-gefoerderte-zwangsentnahme-von-organen/
04/04/2022 European Times: side events to the 49th session of the UN Human Rights Council : freedom of conscience and physical integrity
https://europeantimes.news/2022/04/side-events-to-the-49th-session-of-the-un-human-rights-council-freedom-of-conscience-and-physical-integrity/

Mai 2022
Rapporteur spécial de l'ONU sur la Liberté de Religion et de Croyance
CAP Liberté de Conscience a remis à Ahmed Shaheed, Rapporteur Spécial sur la Liberté de Religion et de Croyance, une contribution en collaboration avec United Sikhs sur la situation des Sikhs en Afghanistan.
La contribution de CAP LC a été mentionnée dans le rapport sur l'état de la liberté de religion dans le monde que M. Ahmed Shaheed a remis à la 49ème session du Conseil des Droits de l'Homme.
Source :
13/05/2022 AIDLR : Droits des personnes appartenant à des minorités religieuses ou de conviction dans les situations de conflit ou d'insécurité – Rapport du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction
https://libertereligieuse.org/droits-des-personnes-appartenant-a-des-minorites-religieuses-ou-de-conviction-dans-les-situations-de-conflit-ou-dinsecurite-rapport-du-rapporteur-special-sur-la-liberte-de-religion-ou-de-convictio/

Le cas des Tai Ji Men
CAP Liberté de Conscience est associé depuis des années à la coalition d'experts et de défenseurs des droits de l'Homme qui demandent au gouvernement taïwanais à rendre justice aux Tai Ji Men.
CAP Liberté de Conscience a été invité à participer à un séminaire au Presse Club de Bruxelles. Au cours de ce séminaire, des experts internationaux ont fait entendre leur voix et nous avons pu entendre les vibrants témoignages des Tai Ji Men victimes du harcèlement des autorités taïwanaises.

CAP LC a aussi fait entendre la voix de la coalition internationale en faveur des Tai Ji Men à l'ONU.
Source :
10/05/2022 Bitter Winter: A Seminar Takes the Tai Ji Men Case to Brussels
https://bitterwinter.org/a-seminar-takes-the-tai-ji-men-case-to-brussels/
06/05/2022 Taijimencase.org On Judicial Day, Remember the Tai Ji Men Case
https://taijimencase.org/on-judicial-day-remember-the-tai-ji-men-case/

CAP LC / Docteur contre les prélèvements d'organes forcés (DAFOH)
Depuis 1999, CAP LC dénonce le crime perpétré par la Chine contre les membres du Falun gong.
En 1999, les représentants de la lutte antisectes française ont été invités à un symposium en Chine.
La délégation française à son retour a commencé à répandre la propagande du Parti Communiste Chinois contre les membres du Falun gong. CAP LC avait alors fait une campagne massive d'information pour dénoncer la propagande contre les membres du Falun Gong.
Aujourd'hui, CAP LC est partenaire de la principale organisation qui lutte contre les prélèvements d'organes forcés en Chine et dans le monde.
Nos deux organisations ont lancé un appel aux députés européens pour qu'ils supportent nos actions et dénoncent les crimes des autorités chinoises. Le journal European times a diffusé le communiqué de CAP LC et DAFOH.
Source :
07/05/2022: EuropeanTimes: Urgent Call to the U.N. High Commissioner for Human Rights
https://europeantimes.news/2022/05/urgent-call-to-the-u-n-high-commissioner-for-human-rights/

Juin 2022
CAP LC soutient les initiatives internationales pour le travail forcé des Ouighours. CAP LC a fait partie des premières organisations à dénoncer les internements des Ouighours à l'ONU.
Source :
27/06/2022 enduyghurforcedlabour: Letter to the G7 leaders on combating Uyghur forced labour
https://enduyghurforcedlabour.org/coalition-statements-releases/letter-to-the-g7-leaders-on-combating-uyghur-forced-labour/

Le président de CAP Liberté de Conscience a été invité à participer à une conférence en marge du Conseil des Droits de l'Homme à Genève pour évoquer la crise humanitaire du Yémen et les enfants qui sont tués par les mines anti personnelles.
Source :
27/06/2022 GlobeNewswire: The Washington Outsider's Editor-in-Chief Irina Tsukerman Participated in Wesam Basindowan's Seminars on Houthi Human Rights Abuses During 50th UNHRC Session
https://www.globenewswire.com/en/news-release/2022/06/27/2469593/0/en/The-Washington-Outsider-s-Editor-in-Chief-Irina-Tsukerman-Participated-in-Wesam-Basindowan-s-Seminars-on-Houthi-Human-Rights-Abuses-During-50th-UNHRC-Session.html

Juillet 2022
Les rapports de CAP LC à l'ONU sur la situation des Amharas ont été cités par un expert international Girma Berhanu dans la revue Eurasia.
Le magazine European Times a aussi mentionné les rapports de CAP LC à l'ONU. Dans cet article le journaliste Robert Johnson passe en revue la position des Etats membres du Conseil des Droits de l'Homme.
Source :
27/07/2022: Eurasia Review: Oromummaa Unchained: Ethnic Apartheid And Territorial Expansion In Ethiopia – OpEd
https://www.eurasiareview.com/26072022-oromummaa-unchained-ethnic-apartheid-and-territorial-expansion-in-ethiopia-oped/
11/07/2022 European Times News: The plight of the Amharas in Ethiopia raised at the United Nations
https://europeantimes.news/2022/07/the-plight-of-the-amharas-in-ethiopia-raised-at-the-united-nations/
31/07/2022 United Nations: HRC 50 Call for submissions International Commission of Human Rights

Experts on Ethiopia
https://freedomofconscience.eu/call-for-submissions-international-commission-of-human-rights-experts-on-ethiopia/

Le cas des Tai Ji Men
Le président de CAP LC est intervenu dans une conférence internationale organisée à Washington en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis pour la Liberté de Religion.
Le thème de la conférence était sur le parlementarisme, ce qui a été l'occasion d'évoquer l'histoire du parlementarisme en France et comment il a pu être corrompu par les lobbies antisectes pour stigmatiser les minorités religieuses en France.
Source :
01/07/2022: Seminar Effective Parliamentarism and the Tai Ji Men Case
https://freedomofconscience.eu/seminar-effective-parliamentarism-and-the-tai-ji-men-case/
22/07/2022: News Yahoo: True Reform of the French Tax Conscience to Save Taiwan (90)-The World's Largest Conference on Religious Freedom International United for Tai Ji Men
https://tw.news.yahoo.com/%E6%B3%95%E7%A8%85%E7%9C%9F%E6%94%B9%E9%9D%A9-%E8%89%AF%E5%BF%83%E6%95%91%E5%8F%B0%E7%81%A3-90-%E5%85%A8%E7%90%83%E6%9C%80%E5%A4%A7%E5%AE%97%E6%95%99%E8%87%AA%E7%94%B1%E6%9C%83%E8%AD%B0-%E5%9C%8B%E9%9A%9B%E8%81%AF%E5%90%88%E7%82%BA%E5%A4%AA%E6%A5%B5%E9%96%80%E7%99%BC%E8%81%B2-112426089.html
16/07/2022: News Yahoo: Tai Ji Men case referred five times to UN Human Rights Council
https://tw.news.yahoo.com/%E6%B3%95%E7%A8%85%E7%9C%9F%E6%94%B9%E9%9D%A9-%E8%89%AF%E5%BF%83%E6%95%91%E5%8F%B0%E7%81%A3-89-%E5%8F%B0%E7%81%A3%E4%BA%BA%E6%AC%8A%E5%A4%A7%E4%B8%8D%E8%B5%B0-%E5%A4%AA%E6%A5%B5%E9%96%80%E6%A1%88%E4%BA%94%E5%BA%A6%E6%8F%90%E4%BA%A4%E8%81%AF%E5%90%88%E5%9C%8B%E4%BA%BA%E6%AC%8A%E7%90%86%E4%BA%8B%E6%9C%83-124606534.html
11/07/2022 Bitter Winter: Parliamentarism and Human Rights: The French Example and the Tai Ji Men Case
https://bitterwinter.org/parliamentarism-and-human-rights-the-french-example-and-the-tai-ji-men-case/
01/11/2022 Bitter Winter Tai Ji Men: A Symbol of Hope for Global Unity

Août 2022
Plus de 50 organisations dont CAP LC et 40 experts ont dénoncé Catalina Crespo comme «responsable du démantèlement du bureau du médiateur des femmes».
Source :
22/08/2022 Más de 50 organizaciones y 40 expertos denuncian a Catalina Crespo como "responsable del desmantelamiento de la Defensoría de la Mujer"
https://delfino.cr/2022/08/mas-de-50-organizaciones-y-40-expertos-denuncian-a-catalina-crespo-como-responsable-del-desmantelamiento-de-la-defensoria-de-la-mujer

Les membres de l'Eglise du Dieu Tout Puissant sont persécutés par le régime de Pékin d'une façon atroce. Les abus criminels dont ils sont victimes par le Parti Communiste Chinois les obligent à fuir la Chine pour sauver leur vie.
Quand ils arrivent enfin dans des pays démocratiques, leur demande d'asile est souvent refusée à cause de la propagande de Pékin.
De nombreuses ONG, dont CAP LC, alertent les pays qui reçoivent les réfugiés de l'Eglise du Dieu Tout Puissant des dangers qu'ils courent s'ils sont renvoyés en Chine.
Nous avons fait parvenir une lettre ouverte au gouvernement Sud-Coréen pour qu'il accorde le statut de réfugiés aux membres de cette Eglise sur son sol.
Source
13/08/2022 Bitter Winter Church of Almighty God Refugees: A Letter to the President of South Korea
https://bitterwinter.org/church-of-almighty-god-refugees-south-korea/
12/08/2022 Kensas News: A letter to the President of South Korea

https://darik.news/kansas/a-letter-to-the-president-of-south-korea/639255.html

Septembre 2022

L'Eglise de l'Unification a été vivement attaquée au Japon après l'assassinat de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe.

Cet assassinat a été suivi par une campagne de haine contre les membres de l'Eglise de l'Unification. Cette campagne a fait le tour du monde.

Le gouvernement japonais est tombé sous l'influence d'un lobby antisecte favorable à une législation copiée sur le modèle français.

CAP LC a alerté des experts et des ONG internationales pour alerter le gouvernement japonais des dangers pour la liberté de religion que représente le modèle français.

CAP LC a mené plusieurs actions auprès du Comité des Droits de l'Homme de l'ONU et du groupe de travail de l'Examen Périodique Universel pour mettre en garde le gouvernement japonais.

Source :

28/09/2022 24presse : Une plainte déposée à l'ONU pour violations de la liberté de religion envers l'Église de l'Unification suite à l'assassinat de Shinzo Abe
https://www.24presse.com/actualites_une_plainte_deposee_a_l___onu_pour_violations_de_la_liberte_de_religion_envers_l___eglise_de_l___unification_suite_a_l___assassinat_de_shinzo_abe-search-9924453-1-Actualites.html/#.Yzw-6UzP23A

21/09/2022 Bitter Winter : Le Japon et l'Église de l'Unification : L'affaire soumise au Comité des droits de l'homme de l'ONU
https://bitterwinter.org/le-japon-et-leglise-de-lunification-laffaire-soumise-au-comite-des-droits-de-lhomme-de-lonu/

25/09/2022 Family: Japanese Government, Media Violating UN Human Rights Treaty
https://familyfedihq.org/2022/09/japanese-government-media-violating-un-human-rights-treaty/

20/09/2022 The Washington Times Rights group questions backlash against Unification Church after Abe assassination
https://www.washingtontimes.com/news/2022/sep/20/rights-group-seeks-un-probe-pressure-campaign-agai/

17/09/2022 Bitter Winter: Japan and the Unification Church: The Case Before the UN Human Rights Committee
https://bitterwinter.org/japan-unification-church-human-rights-committee/

La place de la société civile est importante. Aujourd'hui, cette place est remise en cause par les états totalitaires qui tente d'influencer les instances internationales en redéfinissant la notion de Droits de l'Homme. Nous avons aussi fait le triste constat que parfois certains états démocratiques sont aussi tentés de réduire la place de la société civile.

A chaque fois que nous le pouvons, CAP LC soutient des ONG qui défendent cette place et notre rôle dans la société.

Source :

27/09/2022 Egyptian Front: Ahead of COP27, Open Civic Space and Release Everyone Arbitrarily Detained in Egypt
https://egyptianfront.org/2022/09/ahead-of-cop27-open-civic-space-and-release-everyone-arbitrarily-detained-in-egypt/

31/10/2022 Egyptian Human Rights Forum Ahead of COP27, Open Civic Space and Release Everyone Arbitrarily Detained in Egypt
https://www.egyptianforum.org/en/ahead-of-cop27-open-civic-space-and-release-everyone-arbitrarily-detained-in-egypt/
https://egyptianfront.org/2022/09/ahead-of-cop27-open-civic-space-and-release-everyone-arbitrarily-detained-in-egypt/

09/09/2022 ISHR HRC needs to address challenges to civil society participation in light of restrictions
https://ishr.ch/latest-updates/hrc-needs-to-address-challenges-to-civil-society-participation-in-light-of-restrictions/

Octobre 2022

Le 24 octobre est la journée internationale des Nations Unies. A cette occasion, CAP LC est intervenu au colloque organisé par le Dr Hong qui est le fondateur du mouvement taïwanais Tai Ji Men.
CAP LC a mis en avant le rôle vital des Nations Unies pour la paix.
Source :
29/10/2022 Bitter Winter: "Internationalizing the Tai Ji Men Case" Discussed in a Webinar
https://bitterwinter.org/internationalizing-the-tai-ji-men-case-webinar/
01/11/2022 Bitter Winter Tai Ji Men: A Symbol of Hope for Global Unity
https://bitterwinter.org/tai-ji-men-a-symbol-of-hope-for-global-unity/

CAP LC a été impliqué avec des ONG internationales dans un processus de réconciliation entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.
CAP LC a été invité au Parlement italien et à l'ONU pour s'engager dans ce processus de paix dans cette région.
L'action de CAP LC a été relayée dans des médias européens et français.
Source :
28/10/2022 Azernews French human rights activist condemns Macron's Karabakh statement
https://www.azernews.az/karabakh/201375.html
25/10/2022 European Time Reconcile differences through recognising the past blunders
https://europeantimes.news/2022/10/reconcile-differences-through-recognising-the-past-blunders/
24/10/2022 Le Causeur « Il n'y a pas de réconciliation sans confiance et il n'y a pas de confiance sans vérité ». Pour une paix juste dans le Caucase du Sud
https://www.causeur.fr/il-ny-a-pas-de-reconciliation-sans-confiance-et-il-ny-a-pas-de-confiance-sans-verite-pour-une-paix-juste-dans-le-caucase-du-sud-245438
10/11/2022 Caucase France Article de Thierry Valle : "Pour une paix juste dans le Caucase du Sud"
https://caucasefrance.com/2022/10/article-de-thierry-valle-pour-une-paix-juste-dans-le-caucase-du-sud/

Les rapports remis par CAP LC aux Nations Unies pour dénoncer les violations de la liberté de religion au Japon ont été publiés par des organisations de défense des Droits de l'Homme.
Source :
13/10/2022 Bitter Winter United Nations: Japan in the Dock for Violating Unification Church's Human Rights
https://bitterwinter.org/united-nations-japan-violating-unification-churchs-human-rights/
09/10/2022 HRWF: JAPAN: Moon's Church claiming persecution at the UN over Abe's killing
https://hrwf.eu/japan-unification-church-before-the-un-claiming-persecution-over-abes-killing/
06/10/2022 Asian News: Unification Church before the UN claiming persecution over Abe's killing
https://www.asianews.it/news-en/Unification-Church-before-the-UN-claiming-persecution-over-Abe%E2%80%99s-killing-56824.html

Le Parti Communiste Chinois est une menace permanente pour les Droits de l'Homme. Les autorités chinoises, qui en plus d'avoir une gestion totalitaire de la Chine, infiltrent les institutions étatiques et internationales pour imposer leur modèle de gouvernance.
CAP LC s'engage auprès de toute ONG qui dénonce les violations des Droits de l'Homme en Chine.
Source :
05/10/2022: Human Rights Watch Open Letter to the Foreign Ministers of Member and Observer States of the UN Human Rights Council to discuss human rights situation in Xinjiang
https://www.hrw.org/news/2022/10/05/open-letter-foreign-ministers-member-and-observer-states-un-human-rights-council
05/10/2022: Human Rights Watch: Lettre ouverte au Conseil des droits de l'homme de l'ONU au sujet du Xinjiang
https://www.hrw.org/fr/news/2022/10/05/lettre-ouverte-au-conseil-des-droits-de-lhomme-de-lonu-au-sujet-du-xinjiang

05/10/2022 CIVICUS: Open Letter urging UN Human Rights Council members to discuss the report on human rights situation in Xinjiang
https://www.civicus.org/index.php/media-resources/news/united-nations/geneva/6079-open-letter-urging-un-human-rights-council-members-to-discuss-the-report-on-human-rights-situation-in-xinjiang

Le journaliste d'European Times, Robert Johnson, qui est spécialiste dans les Droits de l'Homme mentionne régulièrement les travaux de CAP LC. M. Johnson a contacté CAP LC pour interviewer une représentante de la société civile éthiopienne pour éclairer ses lecteurs de la situation en Ethiopie et plus particulièrement concernant le peuple Amhara.
05/10/2022 EuropeanTimes Amharas: The occulted ongoing genocide in Ethiopia
https://www.europeantimes.news/2022/10/amharas-the-occulted-ongoing-genocide-in-ethiopia/

Decembre2022

Le 10 décembre est une date importante pour toutes les ONG dédiées à la protection des Droits de l'Homme. Cette année, pour l'anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme CAP LC a pu renouveler son engagement pour les Droits de l'Homme.
CAP LC été invité à un colloque international sur le thème de « la liberté d'expression, les discours de haine et la liberté de religion ».
Source :
10/12/2022 Reflection on the hate speech in the contemporary society
https://freedomofconscience.eu/reflection-on-the-hate-speech-in-the-contemporary-society/

CAP LC est engagé de longue date contre les prélèvements d'organes forcés. Ce 10 décembre a été l'occasion de renouveler cet engagement en soutenant une coalition d'ONG pour que Taïwan vote une loi contre et condamne comme crime contre l'humanité les prélèvements d'organes forcés sur les membres du Falun gong.
C'est une campagne vitale pour les Droits de l'Homme. L'initiative de Taïwan doit être un exemple pour tous les pays démocratiques.
Source :
10/12/2022 Global Legal Protection Network Stops Live Organ Harvesting Atrocities, Many Countries Stand Up for Taiwan
https://freedomofconscience.eu/global-legal-protection-network-stops-live-organ-harvesting-atrocities-many-countries-stand-up-for-taiwan/

La commémoration de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme s'est terminée pour CAP LC par la participation à une conférence sur les conséquences de l'utilisation de l'arme fiscale contre les minorités religieuses.
Source :
10/12/2022 Law and Tax Reform Conscience to Save Taiwan (98)—Refused to Compromise with Evil Forces and Tai Chi Gate Won International Respect
https://freedomofconscience.eu/law-and-tax-reform-conscience-to-save-taiwan-98-refused-to-compromise-with-evil-forces-and-tai-chi-gate-won-international-respect/

La liberté de religion et de croyance est au centre des activités de CAP LC depuis sa création. La liberté de religion est aussi la liberté de ne pas en avoir ou de pouvoir exprimer librement sa foi et son opinion sur la religion.
Plus d'une dizaine de pays au monde punissent encore de la peine de mort le « crime de blasphème ».
CAP LC s'engage pour défendre ceux qui sont victimes de cette loi inique contre les Droits de l'Homme et la liberté de religion et de croyance.
Source :
13/12/2022 Nigeria Report: Open letter calls on Sec. Blinken to help free Nigerian woman jailed for blasphemy

https://www.nigeria-report.org/2022/12/13/open-letter-calls-on-sec-blinken-to-help-free-nigerian-woman-jailed-for-blasphemy/

L'AIDLR, une des plus anciennes ONG reconnues par l'ONU, publie régulièrement en français les actions de CAP LC aux Nations Unies.

27/10/2022 AIDLR ONU : 51ème session du CDH : La République de Corée : L'affaire du meurtre de Jeongeup et la poursuite de la persécution de Shincheonji
https://libertereligieuse.org/onu-51eme-session-du-cdh-la-republique-de-coree-laffaire-du-meurtre-de-jeongeup-et-la-poursuite-de-la-persecution-de-shincheonji/
25/10/2022 AIDLR ONU : 51ème session du CDH : A propos des massacres de masse des Amharas à Gimbi (ouest de l'Ethiopie) le 18 juin 2022
https://libertereligieuse.org/onu-51eme-session-du-cdh-a-propos-des-massacres-de-masse-des-amharas-a-gimbi-ouest-de-lethiopie-le-18-juin-2022/
25/10/2022 AIDLR ONU : 51e session du CDH : Persécution des minorités religieuses par le biais du harcèlement fiscal et de la saisie des biens, et réactions des spécialistes internationaux
https://libertereligieuse.org/onu-51e-session-du-cdh-persecution-des-minorites-religieuses-par-le-biais-du-harcelement-fiscal-et-de-la-saisie-des-biens-et-reactions-des-specialistes-internationaux/
24/11/2022 Liberté Religieuse AIDLR : Indonésie : Les questions de liberté religieuse soulevées à l'ONU à Genève
https://libertereligieuse.org/indonesie-les-questions-de-liberte-religieuse-soulevees-a-lonu-a-geneve/
27/10/2022 AIDLR OSCE 2022 Session plénière II : Libertés fondamentales I FECRIS
https://libertereligieuse.org/osce-2022-session-pleniere-ii-libertes-fondamentales-i-fecris/
27/10/2022 AIDLR OSCE 2022 side-event L'idéologie anti-sectes et la FECRIS : des dangers pour la liberté religieuse
https://libertereligieuse.org/osce-2022-side-event-lideologie-anti-sectes-et-la-fecris-des-dangers-pour-la-liberte-religieuse/
26/10/2022 AIDLR OSCE 2022 Session plénière VII Etat de droit II Le cas de Cyrille Adam
https://libertereligieuse.org/osce-2022-session-pleniere-vii-etat-de-droit-ii-le-cas-de-cyrille-adam/
12/10/2022 AIDLR Japon : L'Église de l'Unification devant l'ONU, invoquant la persécution pour le meurtre d'Abe.
https://libertereligieuse.org/japon-leglise-de-lunification-devant-lonu-invoquant-la-persecution-pour-le-meurtre-dabe/

CAP
Pour la Liberté de Conscience
ONG avec statut consultatif spécial auprès de l'ONU

STAND UP FOR HUMAN RIGHTS
#STANDUP4HUMANRIGHTS

HUMAN RIGHTS 75